

EchoGéo et l'Afrique

Liste des articles publiés dans *EchoGéo* entre 2015 et 2010

<http://echogeo.revues.org/>

Rubrique Sur le Vif 2015- 2010

- **Emmanuel Grégoire**, « Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 02 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14192> ; DOI : 10.4000/echogeo.14192

Cet article porte sur le Niger pris en tenailles par des groupes djihadistes installés à ses frontières. Il montre, tout d'abord, que la région d'Agadez a été peu touchée par la crise malienne et connaît même une relative prospérité grâce à la reprise de ses activités économiques. L'équilibre demeure cependant précaire au regard du désordre qui règne en Libye plongée dans la guerre civile. Le texte décrit ensuite les grands traits de Boko Haram dont l'idéologie commence à se propager au Niger puis analyse la nouvelle donne militaire née de l'intervention du Tchad, du Niger et du Cameroun dont les armées sont passées à l'offensive pour affaiblir la secte. En conclusion, l'auteur se penche sur l'avenir du Niger confronté à une série de dangers à la fois extérieurs et intérieurs.

- **Hélène Simon-Lorière et Benjamin Lysaniuk**, « La diffusion d'Ébola dans les pays de la Mano River : *approche géographique* », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 02 février 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14096> ; DOI : 10.4000/echogeo.14096

L'ampleur de l'épidémie actuelle de maladie à virus Ebola est inédite dans l'histoire de cette maladie découverte en 1976. Touchant principalement les pays de la Mano River (Guinée, Libéria et Sierra Léone), l'épidémie s'est rapidement diffusée dans la région à partir du foyer initial de Guéckédou (Guinée). En questionnant le complexe pathogène d'Ébola, l'histoire récente des flux migratoires stimulés par des années de conflits et l'organisation spatiale des villes et des axes de communication, nous démontrons que l'approche géographique permet d'émettre des hypothèses crédibles pour expliquer la diffusion épidémique.

- **Christian Bouquet et Irène Kassi-Djodjo**, « Les élections locales 2013 en Côte d'Ivoire : des malentendus subsistent sur l'exercice de la démocratie », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 13 janvier 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13697> ; DOI : 10.4000/echogeo.13697

Installé dans la douleur en mai 2011, le nouveau pouvoir ivoirien est parvenu à tenir le calendrier électoral de la mandature 2010-2015. Après les législatives de décembre 2011, les élections locales (municipales et régionales) ont eu lieu dans le calme en avril 2013. Mais le processus démocratique a conservé les mêmes faiblesses : découpage modifié, liste électorale incomplète, commission électorale indépendante non renouvelée. En outre, le FPI (parti de l'ancien chef de l'État) a de nouveau boycotté les consultations, et de nombreuses dissidences ont brouillé les scores des deux autres grands partis (RDR et PDCI), donnant aux « indépendants » un poids électoral difficile à déchiffrer. Heureusement, les enjeux étaient minimes car la décentralisation est encore très largement virtuelle.

- **Emmanuel Grégoire**, « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 03 juillet 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13466> ; DOI : 10.4000/echogeo.13466

Au moment où le conflit malien semble trouver une solution (juin 2013), cet article revient sur les alliances, de rivalités et de ruptures entre et au sein des différents mouvements à l'origine de la crise. Inhérentes à leurs dynamiques internes, ces divisions expliquent en partie leur récent échec politique, militaire et religieux. L'auteur retrace l'implantation des islamistes dans le Nord Mali et analyse leurs dissensions. Il examine ensuite les revendications et les divisions des mouvements touaregs, qui se sont radicalisés depuis les précédentes rébellions allant pour certains (MNLA) jusqu'à proclamer l'indépendance de l'Azawad et pour d'autres (Anser ed-Dine) à vouloir créer par la lutte armée un État islamique touareg appliquant la sharia. Enfin, il se demande pourquoi les Touaregs nigériens n'ont pas pris les armes alors que les rébellions touarègues malienne et nigérienne présentent de grandes similitudes.

- **Géraud Magrin**, « Les ressorts de l'intervention militaire tchadienne au Mali (2013) », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 28 juin 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13444> ; DOI : 10.4000/echogeo.13444

Ce texte analyse les raisons de l'intervention militaire tchadienne au Mali début 2013, alors que le Tchad n'est pas un pays voisin du Mali et qu'il n'est pas membre de la Cedeao. Il montre que la raison invoquée par les autorités tchadiennes – éviter la contagion islamiste au Sahel – est secondaire. Cette intervention militaire tchadienne s'inscrit dans une histoire longue marquée par le métier des armes et un compagnonnage stratégique ambigu avec la France. Elle permet à la fois le renouvellement d'une rente diplomatique fort utile dans une région en crise, l'affirmation d'un État renforcé par ses revenus pétroliers, et de resserrer les rangs autour d'un régime structurellement fragile. Cependant, cette aventure militaire risque de compromettre les efforts développementalistes récemment engagés.

- **Hawa Coulibaly et Stéphanie Lima**, « Crise de l'État et territoires de la crise au Mali », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 mai 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13374> ; DOI : 10.4000/echogeo.13374

Cet article porte sur les dimensions territoriales de la crise sociopolitique et territoriale que traverse le Mali depuis le coup d'état militaire intervenu en mars 2012. L'actualité malienne est dominée par une crise sans précédent dans l'histoire du pays, profonde et complexe. Malgré une décentralisation innovante, les tensions récurrentes, dont les origines remontent à la colonisation, entre les sociétés locales et le pouvoir central persistent dans ce pays qui était pourtant devenu ces vingt dernières années « un bon élève » de la démocratisation. L'objectif de ce texte est de reconsidérer la relation entre pouvoir et territoire, au prisme des découpages successifs du territoire national. Comment expliquer l'éclatement interne du pays et la mise à mal de l'unité nationale ? Quelles sont les raisons pour lesquelles l'État s'est effondré sur lui-même ?

- **Roland Pourtier**, « Les élections de 2011 en RDC, entre cafouillage et tripatouillage », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 02 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13119> ; DOI : 10.4000/echogeo.13119

Cet article analyse le déroulement des élections présidentielles et législatives de novembre 2011 en République démocratique du Congo. Elles ont été jugées calamiteuses par les observateurs qui pensent néanmoins qu'elles ne remettent pas en cause le résultat de l'élection présidentielle. Face à ce constat, la question est de savoir si l'on est en présence de déficiences techniques dans l'organisation du scrutin, ou bien d'une volonté délibérée de le fausser. L'étude des résultats publiés par la commission nationale indépendante, comparés à ceux de l'élection présidentielle de 2006, et leur cartographie, apportent des éléments d'appréciation du contexte électoral en RDC, des oppositions politiques et des clivages ethno-régionaux. Cela pose *in fine* la question de l'articulation entre processus électoral et démocratie dans les sociétés africaines en recherche de modes spécifiques d'exercice du pouvoir.

- **Christian Bouquet et Irène Kassi-Djodjo**, « Les élections législatives en Côte d'Ivoire marquent-elles la sortie de crise ? », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 26 mars 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13017> ; DOI : 10.4000/echogeo.13017

En organisant des élections législatives à peine huit mois après la fin de la violente crise post-électorale qui a failli la faire basculer dans la guerre civile, la Côte d'Ivoire a pris le risque de raviver les animosités. Il semble que les électeurs, lassés des troubles et des violences, ne se sont pas passionnés pour ce nouveau scrutin, *a fortiori* privé de la participation du parti de l'ancien chef de l'État, qui a choisi le boycott. La participation a donc été faible (36,5 %). Déjà vainqueurs de l'élection présidentielle, le RDR d'Alassane Ouattara (138), le PDCI de Konan Bédié (86) et leurs alliés comptent désormais 232 députés sur 255. Le président ne devrait pas nourrir d'inquiétude pour les années à venir, sauf si cette écrasante majorité devait tourner au parti unique.

- **Mari Oiry-Varacca et Lionel Gauthier**, « La place Jemaa el-Fna au « printemps marocain » », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 10 novembre 2011. URL : <http://echogeo.revues.org/12720> ; DOI : 10.4000/echogeo.12720

Cet article propose un éclairage sur l'attentat ayant frappé le 28 avril 2011 un café situé sur la Place Jemaa el-Fna, haut lieu touristique et patrimonial de Marrakech. Comprendre les impacts de cet événement nécessite d'une part d'aborder la complexité du lieu (ses symboliques, ses usages, ses acteurs) et d'autre part de décrypter le

contexte politique particulier dans lequel il s'est produit (printemps marocain). L'analyse permet de mettre en exergue trois types d'impacts : socioéconomique (baisse de la fréquentation touristique), identitaire (exacerbation des tensions) et politique (accélération des réformes au niveau national).

- **Abdelkarim Daoud**, « La révolution tunisienne de janvier 2011 : une lecture par les déséquilibres du territoire », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 23 septembre 2011. URL : <http://echogeo.revues.org/12612> ; DOI : 10.4000/echogeo.12612

À travers une approche rétrospective, cet article tente d'apporter une réflexion sur l'évolution des politiques d'aménagement du territoire en Tunisie depuis quatre décennies environ, et sur le rôle du déséquilibre régional dans le déclenchement de la révolution Tunisienne. Il soutient la nécessité actuelle de procéder, de manière concertée entre les différents acteurs, à une nouvelle lecture du territoire, tenant compte des résultats actuels et/ou attendus de la révolution, en vue de repenser les choix d'aménagement du territoire national.

- **Fabrice Folio**, « Les *Township tours* au KwaZulu-Natal (Afrique du Sud) : d'une réappropriation historique et identitaire à l'avènement d'un socio-tourisme », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 09 décembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12243> ; DOI : 10.4000/echogeo.12243

Des processus de réappropriation identitaire et historique, à finalité économique, sont à l'œuvre à l'heure actuelle en Afrique du Sud. Un type de tourisme au caractère authentique et interactif connaît notamment un certain engouement : les *Township tours*. Il assume un épisode médiatisé de l'histoire du pays, soit l'apartheid urbain, en tentant d'inverser l'image répulsive qui lui est associée. L'attraction pour les townships se nourrit d'un désir de compréhension de la ségrégation raciale institutionnalisée et de la mise à bas d'une politique inique. Paradoxalement, la réputation de dangerosité, de pauvreté et « d'informalité » accolée à ces quartiers noirs semble aussi agir comme un produit d'appel. A travers l'exemple de la province du KwaZulu-Natal, il sera vu que cette activité socio-touristique s'oriente à présent vers un multiculturalisme prudent, porté par des icônes (inter)nationales, avec en toile de fond les velléités de développement local.

- **Géraud Magrin et Bopp van Dessel**, « BP « Deepwater Horizon » du Golfe du Mexique à l'Afrique : un tournant pour l'industrie pétrolière ? », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 16 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12099> ; DOI : 10.4000/echogeo.12099

L'explosion de la plateforme BP Deepwater Horizon du 20 avril 2010 constitue une des plus graves pollutions pétrolières de l'histoire. Sa localisation dans les eaux du premier consommateur mondial, et l'implication d'une des compagnies les plus avancées en matière de responsabilité sociale d'entreprise, sont révélatrices des enjeux actuels de la gestion environnementale des risques pétroliers. Alors que les gisements les plus accessibles sont exploités par des sociétés nationales, les compagnies internationales satisfont l'inextinguible demande en pétrole du système mondial en explorant des situations extrêmes, comme les eaux très profondes. Cela s'accompagne de risques croissants. La catastrophe de BP nous montre le danger de considérer un risque infime comme une absence de risque : l'exemption de planification d'urgence explique la longue durée et l'ampleur de la fuite. Elle rappelle aussi que les impacts du pétrole ne sont bien connus qu'à la surface et le long des côtes : or, cette fuite en eaux profondes causera des dommages écologiques graves dans les zones pélagiques. Cet événement changera les règles du jeu de la régulation environnementale pétrolière dans les zones sensibles. Nous donnons un aperçu des évolutions qu'il pourrait favoriser en Afrique, notamment en Mauritanie. Il reste à savoir si l'augmentation des coûts qui en résultera contribuera à accélérer la transition énergétique mondiale hors de la dépendance des hydrocarbures.

Les numéros thématiques 2015-2010

Glocal Ethiopia

EchoGéo 31 – Janvier 2015/Mars 2015

- **Sabine Planel et Marie Bridonneau**, « Glocal Ethiopia - Échelles et repositionnements des pouvoirs », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14199> ; DOI : 10.4000/echogeo.14199
- **Davide Chinigò et Emanuele Fantini**, « Thermidor in Ethiopia? Agrarian Transformations between Economic Liberalization and the Developmental State », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14141> ; DOI : 10.4000/echogeo.14141

L'article analyse les récentes politiques foncières mises en place par le gouvernement Éthiopien pour promouvoir la commercialisation agricole, dans la perspective de la trajectoire historique de formation de l'État Éthiopien et à partir du paradigme des « situations thermidoriennes » développé par Jean-François Bayart. L'idée d'un Thermidor Éthiopien éclaircit les stratégies originales et sélectives de libéralisation politique et économique adoptées par une élite postrévolutionnaire qui cherche à consolider son pouvoir à l'époque de la globalisation néolibérale. Les contradictions de ces stratégies pour ce qui concerne le foncier sont approfondies à travers l'étude des réformes de modernisation agricole, des coopératives agricoles, des institutions des micro-finances et des micro et petites entreprises agricoles dans la zone de West Arsi (région Oromia). Ces transformations agricoles sont caractérisées par une dynamiques sélective et incomplète de libéralisation, au nom du *developmental state*, et demeurent au cœur du processus de formation de l'État Éthiopien contemporain, à travers des processus de (re)configuration et (re)négociation des espaces et du pouvoir.

- **Jan Nyssen, Amaury Frankl, Jean Poesen, Amanuel Zenebe et Jozef Deckers**, « Perspectives locales et globales pour la gestion des terres des régions montagneuses du Nord de l'Éthiopie », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14171> ; DOI : 10.4000/echogeo.14171

Cet article de synthèse s'intéresse au passé et au futur de la gestion des terres en Éthiopie, mettant l'accent sur la partie Nord du pays. Comment l'état des sols et des forêts s'est-il modifié au cours du siècle dernier ? Comment ces modifications affectent-elles les moyens de subsistance de la population ? A la fin du XIX^e siècle, il existait déjà des ravines de ruissellement au Nord de l'Éthiopie, bien que celles-ci se soient stabilisées vers 1935. Dans les années 1960, une recrudescence de ravinements s'est manifestée. Depuis environ 2000, les vitesses d'érosion décroissent de nouveau, en liaison avec une augmentation des activités de conservation et une couverture végétale améliorée. Par conséquent, la production totale de céréales en Éthiopie est désormais plus élevée que jamais, et la production par habitant entre 2005 et 2010 s'est élevée de 60 % par rapport à celle observée entre 1985 et 1990. On assiste actuellement à l'augmentation des exportations de fleurs et de légumes, ainsi qu'à l'essor de l'exportation d'un narcotique doux, le *khat*, qui nécessite de grandes quantités d'eau. Les transactions foncières internationales, qui par ailleurs stagnent bien en deçà des objectifs initiaux, n'ont pas apporté d'amélioration aux moyens de subsistance des populations locales.

- **René Lefort**, « Armanya : l'oignon, le *masho*, la bonne, le « koulak » et le prolétaire », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14161> ; DOI : 10.4000/echogeo.14161
- **Géraldine Pinault**, « Le bétail des Somali d'Éthiopie : la mondialisation sur les marges », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14163> ; DOI : 10.4000/echogeo.14163

Le commerce de bétail en Éthiopie est marqué par une frontière intérieure que dessine la vallée de l'Awash/vallée du Rift et qui matérialise une frontière cognitive entre les basses-terres Somali et les hautes-terres de l'Éthiopie. À l'ouest de cette ligne, le bétail nourrit principalement la consommation éthiopienne et à l'est, largement informel et dominé par les grands commerçants somali, il est exporté vers la péninsule arabique via le Somaliland. Profitant d'une conjonction de facteurs accélérant la "mise en mondialisation" du commerce de

bétail, l'État éthiopien conjugue la captation des aides internationales pour des programmes d'accès aux marchés et de mise aux normes commerciales et vétérinaires avec une ouverture nouvelle à des investisseurs saoudiens. Mais ces projets se heurtent à la résistance d'un système géoéconomique pluri-centenaire dans une région Somali d'Éthiopie pas encore tout à fait acquise à la cause éthiopienne, pour lequel le bétail demeure une richesse non aliénable par l'État. Ici, la mise en mondialisation de l'Éthiopie, sous la forme d'une normalisation des échanges internationaux, donne à une occasion l'État éthiopien de mieux maîtriser un territoire périphérique et sa ressource. Cette utilisation des outils normatifs permet-elle d'intégrer l'économie de la région Somali d'Éthiopie et ainsi de rééquilibrer le territoire national, ou ce processus renforce-t-il cette frontière culturelle intérieure ?

- **Jean-Nicolas Bach**, « « Peurs » et pratiques répressives : mobilisations musulmanes et pouvoir éthiopien (2011-2014) », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14119> ; DOI : 10.4000/echogeo.14119

Depuis 2011, la vie politique éthiopienne est marquée par des manifestations récurrentes et inédites de musulmans contestant l'intrusion du Front Démocratique Révolutionnaire du Peuple Éthiopien dans les affaires religieuses. Cet article s'appuie sur ces événements pour ce qu'ils nous apprennent non pas sur l'islam en Éthiopie, mais sur les modes de gouvernement du FDRPE aujourd'hui. Certes, la politique des dirigeants actuels doit être envisagée à partir de représentations héritées et forgées dans la construction de l'empire éthiopien puis de l'État moderne (où les musulmans en dépit de certaines avancées sont demeurés politiquement marginaux). Mais cet héritage doit être croisé à une conjoncture sécuritaire favorisant la peur de l'islam politique, et surtout à la mise en place d'un régime dont les modes de gouvernement demeurent autoritaires.

- **Guillaume Blanc et Marie Bridonneau**, « Conseiller, expert et consultant en patrimoine : la construction d'une figure de l'Éthiopie contemporaine », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14128> ; DOI : 10.4000/echogeo.14128

Depuis 1978 et leur inscription sur la Liste du patrimoine mondial de l'Humanité, la petite ville de Lalibela et les montagnes du Semèn se recomposent au fur et à mesure que se transforme l'État éthiopien et que se renforce la mondialisation du patrimoine animée, entre autres, par une élite de « consultants ». Articulateur d'échelles instrumentalisées, manipulant, ou encore négociant avec les autorités publiques, le consultant participe tout à la fois à l'ancrage des espaces locaux dans la sphère des normes internationales, à l'ouverture du pays à la mondialisation et à la consolidation du pouvoir de l'État éthiopien. À travers l'histoire et la géographie du Semèn et de Lalibela, cet article retrace et interroge la construction de cette figure incontournable de la *Glocal Ethiopia*.

- **Chloé Josse-Durand**, « Le musée Konso au cœur de l'arène : quand les courtiers en développement (re)dessinent les contours du champ politique éthiopien », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14144> ; DOI : 10.4000/echogeo.14144

À partir de l'exemple du musée Konso, premier musée ethnographique au Sud de l'Éthiopie, cet article décrit les usages, détournements et récupérations par le gouvernement éthiopien et par diverses figures locales - ou « courtiers en développement » - d'un projet né de la coopération culturelle. La reconfiguration des échelles et des rapports de pouvoir en périphérie de l'Éthiopie fédérale amène une réflexion nécessaire sur l'aspect patrimonial des politiques publiques éthiopiennes ainsi que sur les acteurs de la légitimation de l'idéologie développementaliste du parti au pouvoir.

- **Sabine Planel et Thomas Osmond**, « Ethnies et espace dans le Sud éthiopien », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14202> ; DOI : 10.4000/echogeo.14202

Ce texte propose une lecture croisée de l'ouvrage d'Ulrich Braukämper, publié dans une version anglaise remaniée de 2012. L'ouvrage constitue une référence majeure des études sur le sud éthiopien et revendique une approche historique de la dynamique ethnique. En cela il s'adresse à un lectorat pluridisciplinaire, ici représenté par une géographe et un anthropologue.

- **Marie Bridonneau**, « Cartographier le site de Lalibela (Éthiopie). Usages et enjeux d'un outil scientifique », *EchoGéo* [En ligne], 31 | 2015, mis en ligne le 10 avril 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/14191> ; DOI : 10.4000/echogeo.14191

The Political Ecology of Conservation & Development Territories

EchoGéo 29 – Juillet 2014/Septembre 2014

- **Fanny Pochet**, « Discourse Analysis of Nature Conservation Policies in Africa: a Beninese Case Study », *EchoGéo* [En ligne], 29 | 2014, mis en ligne le 18 novembre 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13964> ; DOI : 10.4000/echogeo.13964

En quelques mots, la *political ecology* étudie la relation entre la nature et la société, problématique complexe qui a particulièrement intéressé ses chercheurs dans le contexte africain. Appliquée au champ de la conservation, cette approche permet de mettre en lumière les processus politiques et sociaux inhérents à la compréhension de la conservation de la biodiversité et à sa mise en œuvre, c'est-à-dire la création d'aires protégées. L'approche Foucauldienne du discours permet de focaliser sur le pouvoir et la manière dont il produit des « vérités », lesquelles orientent les politiques de la conservation de la nature. À partir de cette base théorique, les chercheurs poststructuralistes en *political ecology* ont mis en évidence l'existence de trois principaux discours influençant la mise en œuvre des politiques de conservation de la nature en Afrique : discours de la conservation « forteresse », discours basé sur les communautés et discours du « retour aux barrières ». Dans ce contexte, ce travail s'est donné pour objectif d'examiner l'évolution des politiques de la conservation au Bénin. La contribution de cet article consiste à confronter le cadre d'analyse défini par la *political ecology* à cette étude de cas et à vérifier si les éléments discursifs trouvés peuvent être rattachés aux trois discours susmentionnés. Il ressort que les discours de la conservation présents au Bénin depuis plus d'un siècle sont finalement relativement fort semblables à ceux du reste du continent. En outre, l'analyse a révélé un certain *statu quo* dans la manière dont les politiques de conservation de la nature sont menées depuis le début du XX^e siècle et ce, malgré les profonds changements politiques et sociaux.

- **Delphine Ayerbe**, « Encadrement des plantations d'eucalyptus à Addis Abeba : vers une confrontation des discours environnementaux et des pratiques populaires », *EchoGéo* [En ligne], 29 | 2014, mis en ligne le 01 décembre 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13936> ; DOI : 10.4000/echogeo.13936
- **Nicole C. List**, « Contentious Territorial Alliances: Coalition Politics and Struggles over Urban Development in Pikine, Senegal », *EchoGéo* [En ligne], 29 | 2014, mis en ligne le 06 novembre 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13938> ; DOI : 10.4000/echogeo.13938

Les litiges territoriaux qui concernent la gestion et l'aménagement des espaces urbains occupent un rôle central dans la recherche sur la gouvernance urbaine dans les pays du Sud. A partir du travail de terrain réalisé par l'auteur à Pikine, une ville qui s'est rapidement urbanisée dans la région de Dakar (Sénégal), cet article montre comment la géographie politique de Dakar se transforme par les reconfigurations spatiales engendrées par des stratégies territoriales multiples et superposées visant au développement d'une agriculture urbaine là où des poches d'espaces verts sont préservées. L'analyse de 2 cas de conflits –différents mais interconnectés– à propos de l'aménagement de terres agricoles urbaines en vue de lotissements pour la classe moyenne et les élites permet à l'auteur d'affirmer que des acteurs publics et privés - notamment des producteurs, des autorités traditionnelles, des promoteurs immobiliers, et des officiels dans les gouvernements locaux/centraux- abandonnent les anciennes formes de gouvernance au profit « d'alliances territoriales » afin de promouvoir leurs propres projets de développement urbain. Ces alliances territoriales conduisent à de nouvelles relations entre les membres des gouvernements locaux/centraux et la société civile et ont une incidence sur le cadastre, les droits de propriété et les infrastructures publique du Sénégal urbain.

- **Sarah Audouin et Alexis Gonin**, « L'anacarde : produit de la globalisation, moteur de la territorialisation, l'exemple du Sud du Burkina Faso », *EchoGéo* [En ligne], 29 | 2014, mis en ligne le 15 septembre 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13926> ; DOI : 10.4000/echogeo.13926

L'essor de l'anacarde (noix de cajou) au Burkina Faso a été fortement soutenu par l'État dans les années 1980 au sein de territoires de conservation devenus des territoires de développement. Mais la globalisation des échanges a conduit à une restructuration de la filière à partir de 1995. L'expansion des vergers est depuis lors le fait des petits producteurs. L'introduction et la diffusion des vergers s'accompagnent à l'échelle locale d'une renégociation des droits sur la terre. Lors de cette re-territorialisation, certains gagnent des droits, tandis que d'autres en perdent. Cette reconfiguration socio-spatiale guidée par les marchés internationaux pose la question des effets à long terme de ces formes de territorialisation « par le bas », qui se révèlent être inégalitaires.

Police : les espaces de l'ordre, l'ordre en espace

EchoGéo 28 – Avril 2014/Juin 2014

- **Martine Berger**, « Le Cap en noir ? La Mother City dans les romans policiers de Deon Meyer », *EchoGéo* [En ligne], 28 | 2014, mis en ligne le 08 juillet 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13863> ; DOI : 10.4000/echogeo.13863

Parmi les auteurs sud-africains de romans policiers, Deon Meyer est celui dont les œuvres ont fait l'objet de la diffusion internationale la plus large. À travers huit romans, publiés entre 1996 et 2012 et comportant des personnages récurrents, il dresse un tableau de l'Afrique du Sud à une période charnière de son histoire. Ses intrigues, qui ont pour cadre principal la ville du Cap, conduisent le lecteur dans une grande diversité de quartiers et de milieux sociaux. Dressant un panorama des divisions spatiales, sociales et raciales dans l'Unicity, ses œuvres constituent un témoignage toujours précisément documenté sur la situation d'une métropole sud-africaine à l'heure de la globalisation.

Entre l'ancien et le nouveau monde. La transcendance du lieu et de l'espace en géographie vinicole contemporaine

EchoGéo 23 – Janvier 2013/Mars 2013

- **Julien Dellier, Eric Rouvellac et Sylvain Guyot**, « Le vignoble sud-africain dans l'ère post-apartheid, entre transformation et continuité », *EchoGéo* [En ligne], 23 | 2013, mis en ligne le 05 juin 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13343> ; DOI : 10.4000/echogeo.13343

Les vignobles sud-africains sont représentatifs d'un secteur productif très mondialisé, d'espaces agricoles localisés au sein de territoires racialement fragmentés et d'un patrimoine largement associé à la colonisation européenne. Ils ont cependant entamé un processus de transformation en phase avec les nouveaux impératifs internationaux en matière de qualité des vins, et plus surprenant, en phase avec les évolutions postapartheid propres à la nouvelle nation sud-africaine. Ces transformations tendent à dessiner une nouvelle géographie des vignobles, reposant sur la conquête de nouveaux fronts propices à la qualité du vin, et avec l'intégration de principes de redistribution et d'équité raciale dans la zone viticole la plus ancienne. Toutefois à l'image de l'ère postapartheid dans son ensemble, ces transformations peinent à changer un secteur encore profondément inégalitaire.

Pays émergents

EchoGéo 21 – Juillet 2012/septembre 2012

- **Thomas Radovcic**, « L'émergence par la créativité au Cap », *EchoGéo* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 10 octobre 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13196> ; DOI : 10.4000/echogeo.13196

À partir de 2005, les acteurs de la gouvernance urbaine capetonienne ont décidé d'adopter la promotion de l'économie créative et le soutien aux « industries créatives » au centre-ville de la métropole comme nouveau paradigme de développement urbain. Néanmoins, alors que les inégalités sociales, spatiales et raciales héritées de l'apartheid sont toujours prégnantes, la stratégie d'émergence du Cap vise plus à se positionner dans la compétition acharnée entre les villes à l'international qu'à « faire émerger » de la pauvreté et du sous-développement les populations et les territoires auparavant discriminés.

- **Solene Baffi**, « Pratiques d'une métropole émergente par les usagers des transports en commun, le cas du Cap, Afrique du Sud », *EchoGéo* [En ligne], 21 | 2012, mis en ligne le 10 octobre 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13139> ; DOI : 10.4000/echogeo.13139

La ville du Cap, à l'image des autres villes sud-africaines, se développe selon le double modèle de la ville post-apartheid et de la ville émergente. Cette évolution implique des changements démographiques, sociaux et politiques importants, particulièrement visibles dans l'espace urbain en raison du *spatial mismatch* qui continue de caractériser la ville et d'isoler les populations des *townships* des opportunités de la ville, en particulier des bassins d'emplois. Cela se traduit par des mobilités longues et fastidieuses pour les employés des catégories sociales inférieures, alors que le système de transport en commun demeure encore largement hérité de la période d'apartheid. L'étude des mobilités des *maids* permet d'éclairer ces mutations socio-spatiales, notamment par l'observation de leur pratique du transport, des stratégies qu'elles déploient pour se déplacer et de leur expérience de l'espace du transport.

Des mobilités aux transports. Regards croisés en Afrique de l'Ouest

EchoGéo 20 – Avril 2012/Juin 2012

- **Jérôme Lombard et Olivier Ninot**, « Des mobilités aux transports. Regards croisés en Afrique de l'Ouest », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13127> ; DOI : 10.4000/echogeo.13127
- **Jean Debrie**, « The West African port system: global insertion and regional particularities », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13070> ; DOI : 10.4000/echogeo.13070

L'évolution d'un système portuaire dépend de son insertion dans le réseau mondial maritime et de son inscription dans des espaces locaux et régionaux qui proposent des caractéristiques économiques, politiques et géographiques spécifiques. Entre évolutions générales portuaires et transpositions régionales, l'objectif de cet article est d'observer cette combinaison de caractéristiques dans le système portuaire ouest-africain. L'évolution de ce système s'inscrit dans une trajectoire d'insertion au réseau maritime mais qui implique une adaptation des opérateurs internationaux de transport aux caractéristiques de l'espace ouest-africain. Cette trajectoire portuaire dans l'espace régional permet de repérer une géographie d'opérateurs qui modifie les conditions de la desserte des territoires.

- **Foussata Dagnogo, Olivier Ninot et Jean-Louis Chaléard**, « Le chemin de fer Abidjan-Niger : la vocation d'une infrastructure en question », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13131> ; DOI : 10.4000/echogeo.13131

Le chemin de fer Abidjan-Niger a joué un rôle important dans l'économie coloniale. Après une gestion publique à partir de 1960 qui a conduit à son déclin, son exploitation a été concédée en 1995 sous la pression des bailleurs de fonds à la Sitarail (Société Internationale des Transports par rail). Si, depuis lors, le trafic de marchandises a connu une croissance soutenue, la suppression des gares rurales par la Sitarail dans un souci de rentabilité économique a eu pour conséquence la marginalisation de plusieurs petites localités. À partir de données quantitatives et qualitatives collectées entre 2008 et 2010, cet article essaie de montrer que le chemin de fer Abidjan-Niger dans le contexte de gestion privée et de tension politique persistante entre le nord et le sud du pays se présente davantage comme un corridor de désenclavement des pays sans débouché maritime que comme un axe structurant le territoire ivoirien.

- **Gina Porter**, « Reflections on a century of road transport developments in West Africa and their (gendered) impacts on the rural poor », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13116> ; DOI : 10.4000/echogeo.13116

This paper explores broad trends in road construction and associated transport services development in two West African countries, Ghana and Nigeria, over the last hundred years and considers their impact on the rural poor, with particular reference to rural women. It draws on diverse evidence, including twentieth century colonial archives, personal ethnographic field research undertaken over a 35- year period, associated quantitative surveys,

and relevant secondary literature. Following an outline of each major phase in transport development, an assessment is made of its impacts on the rural poor, with particular reference to women. The study concludes with a review of recent donor policy shifts and the prospects for positive change.

- **Benjamin Steck**, « West Africa facing the lack of traffic lanes », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13101> ; DOI : 10.4000/echogeo.13101

Cet article se présente comme une contribution à l'étude des infrastructures routières modernes dans le développement des territoires africains. L'Afrique souffre d'un déficit important de routes goudronnées, vecteur des flux et ouverture vers le développement social. Poursuivre le programme de construction de telles routes est un défi pour les prochaines années. Le cas de la route Nouakchott-Nouadhibou est révélateur des enjeux d'une telle prise de conscience. Son ouverture depuis 2004 s'est accompagnée d'une croissance des trafics, d'une prolifération d'installations humaines nouvelles et surtout d'une profonde ouverture des villages Imraguen bouleversant leurs rapports à l'espace environnant. Ce qui est aussi en cause c'est la protection d'un des plus importants parcs nationaux de toute l'Afrique de l'Ouest, le parc national du banc d'Arguin, désormais aisément accessible et par conséquent menacé. La question fondamentale est celle de l'articulation entre objectifs économiques et sociaux et le souci de la protection de milieux fragiles indispensables au vrai développement des populations concernées. Une route est un instrument de développement. Elle peut être aussi un instrument de destruction.

- **Lourdes Diaz Olvera, Didier Plat, Pascal Pochet et Sahabana Maïdadi**, « Motorbike taxis in the "transport crisis" of West and Central African cities », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13080> ; DOI : 10.4000/echogeo.13080

Dans nombre de villes d'Afrique subsaharienne, un mode original de transport commercial de personnes, le moto-taxi, connaît un développement spectaculaire. L'objectif de cet article est d'analyser les conditions qui ont rendu possible l'émergence des motos-taxis comme l'un des principaux modes collectifs, et d'éclairer le rôle qu'ils tiennent dans la mobilité urbaine. L'essor des motos-taxis peut s'expliquer par le manque d'offre de transport public, par la disponibilité des facteurs de production, par le laxisme de la régulation publique en matière de transport urbain. Les résultats de deux enquêtes ménages mobilité menées en Afrique centrale (Douala) et de l'Ouest (Niamey) montrent que, là où ils sont utilisés, les motos-taxis peuvent contribuer à élargir l'accès à la mobilité motorisée et à satisfaire des besoins de mobilité non pris en compte par d'autres modes de transport collectif.

- **Michel Lesourd**, « Mondialisation et nouvelle mobilité des élites africaines », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13118> ; DOI : 10.4000/echogeo.13118

Today, the social class of "leaders" in Africa (high public official, political elite, business managers, big traders) is the main benefiter of the wealth accumulation process that has been created by the globalization, the development of exchanges and communication, as well as the global economic deregulation. Since the 2000's, some capital holders investments and local touristic policies have significantly increased land speculation and real estate growth in several "South" cities such as Dakar, Marrakesh, Luanda or Praia. In spite of increasing social inequalities in the economic context marked by structural adjustment since the 1980s, an African elite has raised on the basis of entrepreneurship either formal or informal. Their financial capacities and their social influence allowed them to achieve this accumulation process. This new African elite class cannot be compared to the Indian middle-upper consumption class but is nevertheless aspiring for the western consumption standards. These "nouveaux riches" take part in the global nomadic world but the observation of their behaviour shows that these "new nomads" are actually combining different kinds of mobility, for different purposes such as traditional commitments, social relationships, business, leisure, and consumption. Several effects of this phenomenon can be observed. In the big cities, the new bourgeoisie migrates to living districts, contributing to the intensification of urban social division. The traditional and social commitments (due to the funerals, the celebrations, etc.) remain a major purpose of local, national or international mobility and the religious purpose (especially for pilgrimage) has been significantly increasing. Two new behaviours can be identified. The first is the leisure trip of the weekends, generally in the local area with all the family. The second one is the trip combining different purposes: social visit or tourism during a professional trip, commercial operation combined to a family visit, etc. This kind of journey is particularly frequent in the societies that have a tradition of international emigration like

Senegalese and Cap Verdean societies. The contribution of African elites to the nomadic planet is thus complex, because it combines the local place with the world movements, the pleasant to the useful, and the duty in the leisure. Is it a new model of circulation in a world and an original contribution to the globalisation? We shall lean more specifically on Senegalese, Cape Verdean, Moroccan examples.

- **Jérôme Lombard et Olivier Ninot**, « Gens, lieux et moyens du transport : des déplacements quotidiens aux voyages continentaux », *EchoGéo* [En ligne], 20 | 2012, mis en ligne le 13 juillet 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/13126> ; DOI : 10.4000/echogeo.13126

Activités extractives

EchoGéo 17 – Juin 2011/Aout 2011

- **Matthieu Thune**, « L'industrialisation de l'exploitation de l'or à Kalsaka, Burkina Faso : une chance pour une population rurale pauvre ? », *EchoGéo* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 27 septembre 2011. URL : <http://echogeo.revues.org/12535> ; DOI : 10.4000/echogeo.12535

On assiste au Burkina Faso au passage d'une exploitation essentiellement artisanale de l'or à une exploitation industrielle. Sur des sites miniers exploités jusqu'alors de façon artisanale, l'arrivée d'une entreprise industrielle perturbe les rapports des habitants aux espaces qu'ils exploitent et aux bénéfices qu'ils prétendent en tirer. A travers l'étude du site de Kalsaka, au nord du pays, il s'agit d'analyser les changements engendrés par l'arrivée de la mine sur les activités rurales. L'implantation de l'entreprise minière bouleverse l'économie locale dans le sens d'une paupérisation et ne constitue pas une nouvelle opportunité économique pour les habitants du lieu. Toutefois, les acteurs locaux sont inégalement touchés et de nombreux habitants perturbés dans leurs activités ont été en mesure de s'adapter au changement.

- **Romain Dittgen**, « New development cycle through long-term investment ? », *EchoGéo* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 27 septembre 2011. URL : <http://echogeo.revues.org/12547> ; DOI : 10.4000/echogeo.12547

Depuis quelques années, le Gabon nourrit l'ambition de réduire sa dépendance envers les revenus du pétrole et de diversifier son économie. Cette volonté coïncide avec l'augmentation des investissements chinois dans les pays africains richement dotés en ressources. Parmi l'éventail des relations sino-gabonaises, le secteur minier - et surtout le projet de la mine de fer de Bélinga - se place au centre de l'intérêt des deux parties. Sous le règne d'Omar Bongo, ce vaste projet minier avait été promu et présenté comme fleuron de l'économie nationale. Cependant, malgré les promesses de développer les infrastructures et de fournir des opportunités d'emploi, la tentative de diversification économique du Gabon semble toutefois limitée et ne pas vraiment mener vers un changement structurel majeur. Un certain nombre de critères ont par ailleurs retardé la réalisation du projet Bélinga et introduit de nouveaux risques et coûts pour les Chinois. Parmi les plus révélateurs figurent la volatilité des prix des matières premières, la mort du président Omar Bongo en 2009 ainsi que l'opposition croissante de la société civile. L'objectif principal de cet article consiste à étudier les possibilités de développement liées au projet et d'analyser l'approche évolutive de la Chine envers le projet

- **Remy Canavesio**, « Croissance économique des pays émergents et géographie mondiale des pierres précieuses », *EchoGéo* [En ligne], 17 | 2011, mis en ligne le 27 septembre 2011. URL : <http://echogeo.revues.org/12523> ; DOI : 10.4000/echogeo.12523

L'évolution mondiale des activités extractives est de plus en plus dépendante de la demande des pays émergents. Les conséquences de la croissance de ces pays sur les exploitations de pierres précieuses sont complexes car le marché des gemmes a de nombreuses particularités. La demande est étroitement liée aux matrices socioculturelles de chaque pays. Par ailleurs, l'enrichissement des populations a également un impact sur la production de pierres telles que les saphirs ou les rubis. En effet, ces gemmes sont principalement extraites dans des exploitations informelles et cette activité est de moins en moins attractive pour une population dont le niveau de vie s'élève peu à peu. Dans les vastes gisements sri lankais et birmanais, l'épuisement de la ressource est une autre menace. Finalement, si la croissance du marché du diamant est assurée par le Canada, la Russie et l'Australie, pour les autres gemmes, l'Afrique de l'Est est devenue le nouvel « Eldorado ». Dans ces pays, les contextes géologiques, économiques, politiques et sociaux sont très favorables au développement des exploitations artisanales de gemmes.

Afrique, 50 ans d'indépendance : Dynamiques spatiales, identités, circulations

EchoGéo 14 – Septembre 2010/décembre 2010

- **Armelle Choplin et Jérôme Lombard**, « « Suivre la route ». Mobilités et échanges entre Mali, Mauritanie et Sénégal », *EchoGéo* [En ligne], 14 | 2010, mis en ligne le 16 décembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12127> ; DOI : 10.4000/echogeo.12127

Cinquante ans après l'indépendance du Sénégal, du Mali et de la Mauritanie, la question de l'intégration régionale, de la fluidification des échanges et des mouvements de populations entre les trois Etats se pose avec acuité. Il s'agit de confronter les principes de la CEDEAO (libre circulation des biens et des hommes) à la réalité des mobilités dans cette région. Reposant sur une enquête de terrain multi-située le long de la route, cet article rend compte des contradictions entre l'essor des réseaux de transports, l'intensification des échanges et les pratiques sociales transnationales entravées par de nombreux contrôles.

- **Amandine Spire**, « Lomé, ville post-frontière. », *EchoGéo* [En ligne], 14 | 2010, mis en ligne le 16 décembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11974> ; DOI : 10.4000/echogeo.11974

En raison de sa localisation à la frontière du Ghana, la capitale du Togo incite à interroger l'articulation des notions d'identité, de territoire et de frontière. Nous proposons d'explorer ces trois entrées à l'aide de la notion de ville post-frontière forgée à partir du tissu urbain du Sud de la Californie et du Nord-Ouest du Mexique. Le passage de la ville frontalière à la ville post-frontière souligne la transition entre une forme coloniale d'organisation de la frontière et un espace façonné par des logiques postcoloniales. Dans cette perspective, la notion de ville post-frontière permet d'insister sur les différentes temporalités de la frontière Togo/Ghana qui participent aux dynamiques identitaires et territoriales de Lomé.

- **Camille Renaudin**, « Les riches heures et l'avenir incertain de la culture cotonnière en Afrique de l'Ouest et du Centre », *EchoGéo* [En ligne], 14 | 2010, mis en ligne le 13 décembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11955> ; DOI : 10.4000/echogeo.11955

La culture du coton a été un des rares succès de développement agricole mené dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre de la zone franc CFA dans la deuxième moitié du XX^e siècle. La crise qu'elle traverse aujourd'hui engage pourtant son devenir et traduit la difficile insertion des filières cotonnières africaines sur le marché mondial. Elle met également en lumière le poids des contraintes inhérentes aux environnements des Etats africains. Autant de facteurs - exogènes et endogènes - que doivent prendre en compte les acteurs investis dans ces filières afin de s'orienter vers une amélioration durable de la production. L'enjeu est de maintenir des revenus à des millions de familles dans ces campagnes africaines.

- **Florence Brondeau**, « Les investisseurs étrangers à l'assaut des terres agricoles africaines. », *EchoGéo* [En ligne], 14 | 2010, mis en ligne le 13 décembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12008> ; DOI : 10.4000/echogeo.12008

Les terres agricoles africaines sont convoitées par de nombreux investisseurs étrangers, ce qui se matérialise par une accélération des transactions portant sur des concessions foncières à grande échelle. Ces investissements répondent à des enjeux très divers et font l'objet de contrats rudimentaires, dont les clauses exactes sont souvent méconnues. Ce phénomène très médiatisé est extrêmement controversé et suscite de virulentes critiques, alors que les analyses scientifiques sur le sujet sont encore très rares. Au regard des effets pervers pressentis et pour certains déjà perceptibles, il peut être perçu comme une des dérives d'un nouveau modèle de croissance agricole basé sur la promotion de l'agrobusiness.

- **Thierry Simon**, « Permanences bilatérales dans l'aide au développement en Afrique subsaharienne », *EchoGéo* [En ligne], 14 | 2010, mis en ligne le 16 décembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11967> ; DOI : 10.4000/echogeo.11967

Le continent africain vient de connaître cinquante années d'aide au développement, entamées au lendemain des indépendances. Elles se sont traduites par un empilement d'aides budgétaires massives et de programmes

sectoriels variés, d'une profusion de projets et « micro-projets ». Dans cette véritable nébuleuse du développement, c'est la dynamique de l'aide bilatérale française et britannique que l'on tente de cerner ici, avec le recul de ce demi-siècle, en examinant notamment l'évolution des enveloppes spatiales dans lesquelles cette aide a été concédée et les « projets », inscrits dans un cadre national, qui ont matérialisé une partie importante de cette aide. L'aide bilatérale est toujours fragile, souvent contestée, largement remise en cause, mais elle perdure en s'adaptant et pourrait même trouver une nouvelle dynamique dans un contexte marqué par l'émergence de nouveaux acteurs bilatéraux.

Afrique, 50 ans d'indépendance : Etat et territoires

EchoGéo 13 – Juin 2010/Aout 2010

- **Géraud Magrin**, « En attendant le centenaire... Introduction au dossier Afrique, 50 ans d'indépendance. Territoires, frontières, identités et développement », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12113> ; DOI : 10.4000/echogeo.12113
- **Jean-Luc Piermay**, « Le Makhzen est-il soluble dans la mondialisation ? », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12093> ; DOI : 10.4000/echogeo.12093

L'article étudie les processus de fabrication des territoires à l'œuvre au Maroc depuis un demi-siècle, à travers l'exemple des dynamiques économiques et notamment industrielles. Si en matière de politiques publiques, cette question constitue un domaine d'intervention essentiel sous le règne de Mohammed VI, elle a bénéficié depuis la proclamation de l'indépendance d'une stratégie constante d'intégration du territoire national, stratégie toujours visible à travers le traitement qui est fait des marges spatiales du pays. En revanche, les territoires infranationaux sont peu pris en considération, voire vus avec méfiance, sinon en tant que projections locales des réseaux sociaux et politiques émanant du pouvoir central.

- **Najem Dhaher**, « L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12055> ; DOI : 10.4000/echogeo.12055

Au lendemain de l'indépendance de la Tunisie, toute l'attention est accordée au développement économique et social et à la correction des grands déséquilibres régionaux hérités de la période coloniale. L'aménagement du territoire, thème mineur, amalgamé à la construction et à l'habitat, n'a émergé comme préoccupation majeure que lorsque le tourisme, retenu comme secteur de développement économique (1970), a engendré une démarche de planification spatiale. Depuis, l'Etat tunisien s'est donné plusieurs objectifs en matière d'aménagement du territoire, selon une démarche très centralisée. Le dispositif de planification spatiale qui a basculé d'une doctrine à l'autre, du socialisme à l'économie de marché, du collectivisme au néolibéralisme, a imprimé à l'espace, sous l'effet de différents facteurs historiques et socio-économiques, un développement inégal. Les mécanismes de la décentralisation et de la déconcentration n'ont pas modifié en profondeur les modalités d'intervention de l'Etat et n'ont pas contribué à maîtriser les inégalités. La nouvelle donne de la mondialisation a marqué une évolution économique et sociale en Tunisie. Aujourd'hui, on assiste à un glissement de référentiel et de légitimité des dogmes de l'équilibre spatial et du développement régional recherchés après l'indépendance du pays, vers celui de la compétitivité des villes et des régions. On se retrouve en présence d'une recomposition du territoire obéissant à des logiques nouvelles, celles du libéralisme et de la mondialisation. Le contraste spatial entre le littoral oriental et le reste du territoire s'en trouve renforcé, sur fond d'une logique autoritaire de gestion du territoire.

- **Kirsten Koop, Pierre-Antoine Landel et Bernard Pecqueur**, « Pourquoi croire au modèle du développement territorial au Maghreb ? Une approche critique », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12065> ; DOI : 10.4000/echogeo.12065

Depuis la décolonisation, plusieurs modèles de développement ont fait l'objet de transferts de la France vers les pays du Maghreb. La crise du développement industriel a ouvert la voie au développement local à partir des années 1980, et la puissance du mouvement de mondialisation a vu émerger le développement territorial. Depuis

le début des années 2000, différents programmes de coopération ont été développés dans le domaine de l'aménagement sur cette thématique entre la France et le Maroc, puis la Tunisie, enfin l'Algérie. Le concept de territoire apparaît central dans les politiques françaises de développement, sa pertinence mérite d'être discutée dans les pays du Maghreb. Il pose en particulier la question de la décentralisation des politiques publiques, et de la capacité des acteurs locaux à participer à la mise en place de systèmes de gouvernance territoriale, deux conditions indispensables à la construction de ressources territoriales spécifiques.

- **Jérôme Marie et Eric Idelman**, « La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ? », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12001> ; DOI : 10.4000/echogeo.12001

La décentralisation territoriale, déjà évoquée au lendemain des indépendances, n'a réellement été mise en œuvre que dans les années 1990, à la demande des peuples et des organismes internationaux. La création de nouvelles collectivités territoriales a été réalisée de manière diverse, en reprenant ou non des circonscriptions administratives existantes, en associant plus ou moins les peuples dans ces choix, mais toujours en contournant la question de la délimitation foncière. C'est désormais dans ces nouveaux cadres territoriaux que se côtoient les représentants de l'Etat, les encadrements traditionnels et les nouveaux élus locaux. En l'absence de transferts de compétences et de ressources en provenance de l'Etat, ce sont les chefs traditionnels qui continuent de jouer un rôle prépondérant dans la gouvernance locale.

- **Akou Don Franck Valéry Loba**, « Les déterminants de la dynamique spatiale de la ville de Bingerville (sud de la Côte d'Ivoire) de 1960 à nos jours », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/12078> ; DOI : 10.4000/echogeo.12078

L'article rend compte des déterminants de la dynamique spatiale de Bingerville, une ville historique du sud de la Côte d'Ivoire. Les sources cartographiques émanant de missions aériennes ont permis de faire la synthèse de la dynamique spatiale. Une enquête auprès du service technique de la mairie a fourni les informations relatives à la gestion du foncier. L'étude révèle que de 1960, date de proclamation de l'indépendance, jusqu'en 1985, en dépit des interventions de l'Etat-providence, la croissance de la tache urbaine a été très peu significative. A la volonté de l'Etat de bâtir une ville moderne se sont opposées la méfiance et l'hostilité des autochtones, redoutant d'éventuelles expropriations. Avec les changements institutionnels survenus après 1985, qui ont vu l'apparition de nouveaux pouvoirs locaux décentralisés, la ville va connaître un regain de croissance. La communalisation, en mettant à l'ordre du jour l'implication des populations autochtones dans les mécanismes de création du sol urbain, est parvenue à relancer la dynamique des lotissements. Ainsi, sous l'impulsion d'opérateurs immobiliers privés, la ville a vu s'ajouter à son noyau initial de nouveaux quartiers ; elle connaît depuis lors un étirement en direction de ses périphéries ouest et nord et devient partie intégrante du front d'urbanisation oriental de la ville d'Abidjan.

Puissance émergente, nation adolescente : l'Afrique du Sud en 2010

EchoGéo 13 – Juin 2010/Aout 2010

- **Myriam Houssay-Holzschuch**, « Puissance émergente, nation adolescente : l'Afrique du Sud en 2010 », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11989> ; DOI : 10.4000/echogeo.11989
- **Chloé Buire**, « « Le goût amer de la couleur au Cap » », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11939> ; DOI : 10.4000/echogeo.11939

Le Cap est la "Ville-Mère" de la "Nation Arc-en-Ciel". Aujourd'hui la majorité des habitants du Cap est considérée 'Coloured'. L'article remonte le fil de la construction de cette catégorie qui regroupe ceux qui ne sont « ni assez Blancs, ni assez Noirs » (Adhikari, 2005). La notion de *positionnement* identitaire empruntée à Stuart Hall permet d'articuler deux grands récits : le traumatisme des déménagements forcés et le double complexe de la hiérarchie raciale. Un court portrait vidéo montre finalement comment un individu mobilise ces discours scientifiques avec pragmatisme. La parole d'Eugene, baignée de rhétorique évangéliste, invite à interroger le statut de nos propres discours scientifiques et leur rôle dans l'édification des stéréotypes raciaux.

- **Fabrice Folio et Anaëlle Derroisne**, « Ecotourisme et parcs naturels : innovations et contradictions sud-africaines, le cas de HIP (Hluhluwe-Imfolozi Park) », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11769> ; DOI : 10.4000/echogeo.11769

Comptant parmi les plus vieilles réserves naturelles d'Afrique australe, l'aire protégée de Hluhluwe-Imfolozi Parc (HIP) se situe dans la province du KwaZulu-Natal en Afrique du Sud. Elle est aujourd'hui représentative d'une Afrique du Sud sauvage et ouverte aux visiteurs, dans un pays ayant fait une priorité des axes de durabilité/responsabilité touristique (sur la base d'un fort potentiel, de prestations de qualité et de l'orientation politique). En s'engageant dans la voie écotouristique, HIP est le cadre d'initiatives, en la matière, qualifiées de novatrices lors de leur établissement. Toutefois, le constat d'ensemble n'est pas exempt de fragilités, qu'il convient aussi de rapporter à d'importants défis hérités. Au-delà des résultats encourageants et des insuffisances notables, la politique du Parc, derrière la flexibilité touristique et la progression de l'échelon communautaire limitrophe, reste pour le moins ambiguë, dans ses aspects territoriaux comme dans l'implication des acteurs.

- **Hélène Frogneux**, « La nouvelle Afrique du Sud à la plage ! Usages et fréquentation de trois plages de la péninsule du Cap », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11845> ; DOI : 10.4000/echogeo.11845

Le Cap est souvent considéré comme étant la plus européenne des villes sud-africaines. Sa situation littorale a contribué à en faire à la fois un port majeur et une destination balnéaire prisée, tant par les Sud-Africains que par les visiteurs étrangers. Comme tous les espaces publics, les plages tombaient, sous l'apartheid, sous le coup des lois de ségrégations. Elles sont aujourd'hui théoriquement ouvertes à tous. Mais le décalage entre déségrégation institutionnelle et déségrégation dans les faits est important. Les plages capetonniennes donnent donc un aperçu des grandes tendances à l'œuvre en Afrique du Sud à l'aube de la Coupe du Monde 2010.

- **Pauline Guinard**, « Quand l'art public (dé)fait la ville ? », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11855> ; DOI : 10.4000/echogeo.11855

La ville de Johannesburg est la première et la seule ville sud-africaine à avoir adopté depuis 2007 une politique d'art public. Cette politique s'insère dans le cadre d'un projet urbain plus vaste par lequel la municipalité entend se (re)définir comme une ville globale post-apartheid. L'art public serait ainsi un moyen de concilier promotion de la croissance économique urbaine et dépassement des divisions héritées de l'apartheid. Pourtant, à partir de l'étude d'une de ces œuvres d'art paradigmatique, il est possible de montrer que l'art public tel qu'il est promu par la municipalité peine à s'affranchir du legs de l'apartheid et à créer du lien social dans les espaces publics. Cette difficulté de l'art public municipal à être plus que l'art *dans* l'espace public tiendrait-elle au modèle d'art public choisi ou, plus fondamentalement, résulterait-elle d'une incompatibilité des objectifs mêmes de cette politique ?

- **Rachel Roumet**, « Partager la fonction répressive : la collaboration entre la police et une compagnie de sécurité privée dans un quartier aisé du Cap », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11927> ; DOI : 10.4000/echogeo.11927

Basé sur une étude qualitative menée dans une banlieue aisée du Cap, cet article examine les mutations de la fonction policière induites par le recrutement d'une compagnie de sécurité privée pour assurer, au quotidien, l'ordre public et la sécurité. Libérés des patrouilles assurées par la compagnie de sécurité, les policiers voient leur action recentrée sur le développement de services administratifs et de campagnes de prévention. La police locale et une entreprise privée collaborent ainsi pour former, avec la participation active des habitants, un exemple atypique de recomposition de la gouvernance sécuritaire en Afrique du Sud.

- **Marine Suteau**, « Habiter un quartier RDP », *EchoGéo* [En ligne], 13 | 2010, mis en ligne le 20 septembre 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11916> ; DOI : 10.4000/echogeo.11916

Cet article porte sur les processus de différenciation et d'appropriation socio-spatiale dans un quartier d'*habitat social* issu des programmes de Reconstruction et de Développement (RDP) post-apartheid. Situé dans les plaines sableuses du Cap, le quartier périphérique de *Delft South* pose le débat de l'évolution des quartiers RDP dans les

villes sud-africaines. Dans le contexte post-apartheid, les stratégies d'accès à la propriété et les résistances locales participent à la production de territoires appropriés, différenciés et revendiqués. Les *communautés de rues*, fondées sur les solidarités mixtes de voisinage, illustrent les recompositions socio-spatiales en quartier RDP.

Les périphéries urbaines

EchoGéo 11 - Décembre 2009/Février 2010

- **Gwenaëlle Raton**, « Processus d'intégration de villages périphériques dans le système d'approvisionnement de Bamako », *EchoGéo* [En ligne], 11 | 2010, mis en ligne le 24 février 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11559> ; DOI : 10.4000/echogeo.11559

En périphérie de Bamako, la multiplication du nombre d'aires commerciales destinées à approvisionner la ville permet d'interroger le processus d'intégration de nouvelles unités agricoles et de villages aux circuits d'approvisionnement urbain. Le constat de l'inégale répartition de ces marchés et de leur rôle de place centrale pousse à réfléchir sur trois aspects. D'une part, sur les politiques qui ont influencé la diffusion et la normalisation d'un mode de commercialisation, celui des marchés hebdomadaires, localement appelés « foires ». D'autre part, sur l'appropriation de ce mode de commerce par les communautés paysannes et les processus de densification et d'extension du réseau ainsi constitué. Enfin, de la durabilité de ce système commercial dont les formes ont tendance à varier en fonction de la proximité à la ville.

Madagascar

EchoGéo 11 - Décembre 2009/Février 2010

- **Daniel Peyrusaubes**, « Le film du temps en Imerina (Madagascar) : dialogue entre lecture paysanne et lecture « scientifique » », *EchoGéo* [En ligne], 11 | 2010, mis en ligne le 24 février 2010. URL : <http://echogeo.revues.org/11667> ; DOI : 10.4000/echogeo.11667

Décrypter la climatologie d'un espace géographique consiste habituellement en l'interprétation de recherches à partir de corpus de statistiques et d'observations instrumentales. Mais une autre source de connaissances est celle des savoirs des populations locales. Cette posture est appliquée à la région de l'Imerina, sur les Hautes Terres de Madagascar. Ainsi, une double approche climatologique est expérimentée : l'une, à partir des connaissances vernaculaires paysannes, l'autre, *via* une classique étude statistique. La confrontation de ces deux lectures montre une intéressante complémentarité entre les sources. Et, dans un contexte de changement climatique et de développement durable, être à l'écoute des savoirs et savoir-faire locaux relève d'une posture scientifique plus moderne que jamais.

- **André Teyssier, Landry Ramarojohn et Rivo Andrianirina Ratsialonana**, « Des terres pour l'agro-industrie internationale ? Un dilemme pour la politique foncière malgache », *EchoGéo* [En ligne], 11 | 2010, mis en ligne le 24 février 2010, consulté le 27 octobre 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/11649> ; DOI : 10.4000/echogeo.11649

Les manœuvres d'appropriation foncière à grande échelle tentées fin 2008 par les entreprises Daewoo Logistics et Varun International, largement relayées par les médias et dénoncées par diverses organisations, ont participé à la déstabilisation du gouvernement Ravalomanana. Les montages de ces deux grands projets agro-industriels ont suivi des trajectoires différentes, l'un choisissant de contrôler d'immenses superficies par bail emphytéotique, l'autre privilégiant des formes de contractualisation de la production, mais tous deux ont été abandonnés face à des mouvements de contestation basés sur l'inaliénabilité de la « terre des ancêtres ». Le rejet de ces projets d'envergure encore inédite et en partie tournés vers des cultures d'exportation est compréhensible tant les retombées économiques et sociales paraissaient incertaines. Madagascar ne saurait néanmoins se priver d'investissements dans le secteur agricole, mais des choix de développement, orientés par une meilleure connaissance des processus en cours, restent à opérer en toute transparence, afin de combiner développement de l'agro-business et promotion des exploitations familiales. Pour l'instant, ces incertitudes marquent une politique foncière qui, même rénovée, hésite entre la formalisation de droits sur le sol au profit du plus grand nombre grâce à une décentralisation de la gestion foncière et l'octroi de vastes espaces à des firmes internationales suivant des procédures accélérées.

Les Varia 2014-2012

Varia 2014

EchoGéo 30 – Septembre 2014/Décembre 2014

- **Aude Nikiema**, « Approche spatiale d'un centre hospitalier, le CHU pédiatrique de Ouagadougou (Burkina Faso) », *EchoGéo* [En ligne], 30 | 2014, mis en ligne le 11 décembre 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/14046> ; DOI : 10.4000/echogeo.14046

En géographie, l'hôpital est rarement observé à une échelle infrahospitalière. Les enquêtes menées à l'hôpital pédiatrique Charles de Gaulle de Ouagadougou ont été l'occasion d'approcher les lieux qui composent l'hôpital. L'organisation de cet établissement est décrite et les axes de déplacement observés. L'objectif est de comprendre les éléments qui composent le paysage thérapeutique et d'esquisser un modèle d'organisation.

- **Nakouma Sako et Gérard Beltrando**, « Dynamiques spatiales récentes du Parc National du Banco (PNB) et stratégies de gestion communautaire durable de ses ressources forestières (District d'Abidjan en Côte d'Ivoire) », *EchoGéo* [En ligne], 30 | 2014, mis en ligne le 17 septembre 2014. URL : <http://echogeo.revues.org/13906> ; DOI : 10.4000/echogeo.13906

La dynamique spatio-temporelle récente de la forêt du Parc National du Banco (PNB), situé à l'intérieur des limites administratives du district d'Abidjan en Côte d'Ivoire, est cartographiée à partir de la comparaison post-classificatoire des classes de deux images multispectrales Spot 1 et 2 prises en janvier 1992 et 2002 et après validation par un inventaire de la végétation, réalisé durant l'été 2008 sur 196 points, suivant des transects nord-sud et est-ouest et des relevés ponctuels. D'un côté, une enquête socio-démographique (250 personnes choisies aléatoirement dans 6 villages riverains) ont permis de cerner les points de vue des acteurs locaux sur l'avenir du PNB. De l'autre côté, les observations de terrain réalisées autour et à l'intérieur des limites administratives du PNB ont également permis de vérifier et de valider les résultats cartographiques. Les résultats des inventaires montrent la présence d'une grande diversité végétale malgré l'anthropisation des marges de ce milieu forestier. Les analyses surfaciques des types de végétation, cartographiés à partir de l'image de la scène Spot (2002) centrée sur le parc, montrent une prédominance des formations forestières avec environ 4 000 ha soit 68 % de la superficie du PNB contre 1 746 ha soit 31 % en 1992. Les exploitations majeures de la végétation se localisent sur les marges du parc. En revanche, à l'intérieur du parc, les plantations forestières des années 1940 et les forêts « naturelles » connaissent une densification de leur végétation. Les résultats des enquêtes sur la perception des populations indiquent que 67 % des personnes interrogées estiment que l'amélioration de la politique actuelle de gestion du PNB et son aménagement constituent des moyens adéquats pour sa conservation et son développement durable.

Varia 2013

EchoGéo 26 – Septembre 2013/Décembre 2013

- **Mounir Jarraya et Gérard Beltrando**, « Les services de soins hospitaliers publics dans l'agglomération de Sfax : spécificités fonctionnelles et pouvoir spatial », *EchoGéo* [En ligne], 26 | 2013, mis en ligne le 19 décembre 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13632> ; DOI : 10.4000/echogeo.13632

Installées dans l'agglomération de Sfax, les structures hospitalo-universitaires exercent une attraction sur son espace périphérique. Cela se matérialise par des flux de patients qui fréquentent l'agglomération pour divers services de soins spécialisés offerts par ces structures. A travers les niveaux de soins de la consultation et de l'hospitalisation, nous analysons les aspects du pouvoir spatial des EPS de l'agglomération de Sfax, en mettant l'accent sur la congestion dont souffrent celles-ci ainsi que l'effet des mesures adoptées jusqu'aujourd'hui pour y remédier. Pour ce faire, nous avons recours à des données, relatives à l'activité hospitalière, illustrées par des indicateurs (DMS, TRL ...). Ce travail débouchera sur l'analyse de la tendance de la congestion ainsi que sur des propositions qui pourraient permettre le décongestionnement des EPS de Sfax.

- **Ronan Mugéle**, « Enjeux et conséquences de la réglementation sur le bois-énergie au Tchad », *EchoGéo* [En ligne], 26 | 2013, mis en ligne le 19 décembre 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13620> ; DOI : 10.4000/echogeo.13620

Au Tchad, la préoccupation environnementale, relativement récente, prend en 2008 une ampleur nouvelle avec l'intervention de l'État en faveur de la lutte contre la désertification. L'interdiction de la coupe des arbres et de la production de charbon de bois semble répondre à un double objectif : réaffirmer l'autorité du pouvoir central au lendemain d'une profonde crise politico-militaire et capter de nouvelles rentes environnementales mondialisées. Le cas des rives méridionales du lac Tchad révèle les transformations locales des rapports de pouvoir et des pratiques liées à l'exploitation du bois-énergie. L'emprise inégale du contrôle territorial exercé par les services forestiers en limite toutefois la portée.

- **Bernard Calas**, « Mondialisation, *Clusterisation* et recyclage colonial », *EchoGéo* [En ligne], 26 | 2013, mis en ligne le 19 décembre 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13586> ; DOI : 10.4000/echogeo.13586

Quels sont les effets géographiques de l'intégration économique de l'Afrique à la mondialisation ? L'observation empirique, diachronique, à grande échelle de la région du lac Naivasha au Kenya montre comment la mise en valeur coloniale, les reconversions post-coloniales, l'identification par des entrepreneurs mondialisés d'aménités locales susceptibles d'être converties en avantages comparatifs participent d'un mouvement de sélection géographique et de recomposition socio-spatiale sous la forme d'un Système Productif Localisé, défini ici comme une grappe d'entreprises relevant d'un même secteur économique et liée à des intérêts étrangers. Cependant, la présence d'un « petit monde » né de la rencontre entre acteurs locaux et acteurs globaux, ainsi que l'amorce d'un processus de territorialisation sont présentés comme deux facteurs de différenciation de ce SPL. Mais le souvenir de la domination coloniale pèse sur ces dynamiques.

Varia 2012

EchoGéo 22 – septembre 2012/décembre 2012

- **Philippe Gervais-Lambony**, « Conditions spatiales de la démocratie participative. « Meetings » à Vosloorus (Ekurhuleni, Afrique du Sud) », *EchoGéo* [En ligne], 22 | 2012, mis en ligne le 30 janvier 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/13267> ; DOI : 10.4000/echogeo.13267

Depuis la fin de l'apartheid, une « démocratie locale participative » est mise en œuvre dans les villes d'Afrique du Sud. Localement ceci a donné lieu à l'organisation d'un nombre incalculable de « meetings ». Une très large part de ces réunions publiques a pour but de faire formuler des demandes, d'établir des listes de besoins et les hiérarchiser. A-t-on seulement affaire à une façade démocratique qui consiste à réunir des citoyens et les conduire à demander ce que l'on souhaite qu'ils demandent, ce que la norme dominante rendra acceptable de demander, et en conséquence les tenir dans l'illusion qu'on les consulte ? Ceci a été largement analysé dans une perspective critique et certains auteurs (Cornwall, 2004 ; Miraftab, 2004) proposent ainsi de distinguer ces formes d'espaces de participation organisés par les autorités locales aux formes « inventées » qui seraient d'initiative citoyenne : les premiers sont-ils stérilisants et les seconds créatifs ? L'auteur de l'article souhaite montrer que la simple mise en présence dans un même espace de personnes diverses a des conséquences sociales importantes et que le fonctionnement de la démocratie locale a aussi des conditions spatiales trop peu souvent prises en compte à leur juste mesure. Le texte repose sur une recherche de terrain sur une longue durée (1999-2010) dans le township de Vosloorus (situé dans l'aire métropolitaine d'Ekurhuleni qui fait elle-même partie de la province du Gauteng).